

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 Roche sur yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ATLANTIC CATA

11 RUE DU FONDOUET
85600 LA BOISSIERE DE MONTAIGU

Références : D22.0531

Code AIOT : 0006311280

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2022 dans l'établissement ATLANTIC CATA implanté ZA de l'Hermitage 85130 BAZOGES EN PAILLERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite réalisé fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 juin 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATLANTIC CATA
- ZA de l'Hermitage 85130 BAZOGES EN PAILLERS
- Code AIOT : 0006311280
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ATLANTIC CATA a été autorisée par arrêté préfectoral du 01/04/2021 à exploiter un centre de récupération de pots catalytiques qui sont cisailés afin d'en récupérer la structure interne (nid d'abeille) contenant des divers métaux. Elle réalise également du regroupement et transit de batteries. Elle emploie actuellement environ 6 personnes et a démarré son activité après la construction du bâtiment en juillet 2021.

L'ensemble du site a été inspecté (bâtiment principal, bâtiment en cours de construction et les extérieurs).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Levée d'un arrêté préfectoral de mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre, traçabilité, transports et suivi de l'élimination des déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 5.9	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Mesures prises pour limiter les émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 3.8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Admission de déchets	AP de Mise en Demeure du 10/06/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les deux points de contrôle vus en inspection - le registre des déchets entrants et sortants, et la réalisation d'un local pour les opérations de cisailage des pots catalytiques - permettent de constater du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 juin 2022.

Aucune suite n'est donnée à cette inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre, traçabilité, transports et suivi de l'élimination des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 5.9
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 13/04/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2022
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes. Chaque lot de déchets dangereux expédié est accompagné de son bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années minimum (...) Constats : Lors de l'inspection du 6 avril 2022, l'inspection avait constaté la présence d'un registre ne répondant pas à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Suite à ce constat, l'inspection a proposé une mise en demeure que le préfet a confirmé par arrêté préfectoral en date du 10 juin 2022. La visite du 7 décembre 2022 a montré que l'exploitant a investi dans un nouveau logiciel de suivi des déchets entrants et sortants. Ce logiciel s'appuie sur l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Ce constat permet la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Observations : La visite a montré toutefois que l'exploitant devait encore maîtriser ce nouveau logiciel. En effet, les données saisies entre la facturation et le registre nécessitent encore une phase de mise en cohérence. Le logiciel prend également en compte la saisie des données personnelles détaillées pour les déchets amenés par les apporteurs en direct.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures prises pour limiter les émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 3.8
--

Thème(s) : Risques chroniques, air
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 13/04/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 10/06/2023
Prescription contrôlée : Les réceptions s'opéreront dans un sas isolé de l'extérieur du bâtiment. Une fois réceptionnés sur le site, les pots catalytiques ne seront pas triés et resteront tels qu'ils auront été livrés dans les bacs plastiques (GRV). Ils seront déconditionnés uniquement sur la chaîne de traitement. - Le monolithe broyé sera stocké dans des big-bags étanches conforme à la réglementation liée au transport de matières dangereuses par route. - Les expéditions de ces big-bags se feront dans les mêmes conditions que les réceptions, dans le sas dédié à cet effet. - La cisaille sera située dans un poste fermé étanche lors de la coupe. - Le transfert des blocs de monolithe se fera par gravité. - Un réseau de captation à la source des poussières susceptibles d'être émises le long de la ligne de traitement sera mis en place avec un système final de filtration absolue. L'ensemble sera régulièrement contrôlé par une entreprise spécialisée. - Un fonctionnement de la ligne de traitement de quelques heures par jour dont une heure pour le broyeur.
Constats : Lors de la visite d'avril 2022, l'inspection n'avait pas constaté la présence d'un local fermé pour les opérations de cisaille des pots catalytiques. L'exploitant avait été mis en demeure par arrêté préfectoral en date du 10 juin 2022 d'assurer la réalisation de ce local dans un délai de 12 mois. L'inspection du 7 décembre 2022 a permis de constater la fin des travaux nécessaire au respect de cet arrêté préfectoral de mise en demeure. Un local indépendant avec aspiration de poussière a bien été réalisé dans le bâtiment principal.

Ce constat permet la levée de la l'arrêté préfectoral de mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Admission de déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/06/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société ATLANTIC CATA exploitant une installation de regroupement et traitement de déchets dangereux de pots catalytiques sise ZA de l'Hermitage sur la commune de Bazoges en Pailleurs (85130) est mise en demeure de respecter : > Dans un délai de 24 heures, l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral du 1er avril 2021 en cessant tout apport de déchets non prévus en transit/regroupement (site uniquement limité aux batteries et pots catalytiques) ; (...)

Constats : Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence de déchets non prévues à l'arrêté préfectoral du 1er avril 2021. Ce point de contrôle est jugé conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet